

MOURAD BOUKELLA[\*]

## **Alimentation et développement : définition, concepts et problèmes méthodologiques**

Il y a certainement une dimension morale du problème de la faim dans le monde que tout esprit humanitaire peut saisir. Mais au delà de cette dimension morale, une préoccupation scientifique de premier ordre sollicite les chercheurs en sciences sociales, celle d'identifier clairement, à l'échelle des sociétés ou de groupes d'individus, les conditions objectives de la production alimentaire, base de la production – et de la reproduction – de la vie matérielle.

Pour une fraction majoritaire de la population mondiale, celle dite du Tiers-Monde, le phénomène de la malnutrition, cette "faim invisible", loin de s'atténuer comme le suggérerait une conception de l'évolution unilinéaire et en progrès de l'histoire de l'humanité, ne cesse au contraire de s'aggraver. Dans toutes les sociétés dépendantes et dominées et selon des degrés d'acuité divers, le besoin de nourriture se trouve quotidiennement remis en cause, de sorte que la faim est considérée aujourd'hui comme la violence la plus grave de notre époque, ou encore comme un symptôme de la dégradation de la vie humaine sur notre planète<sup>[1]</sup>.

Ce phénomène est aujourd'hui pris en charge par les théoriciens du développement, même si cette prise en charge a été très tardive au regard de la manifestation du phénomène lui-même. Du reste, c'est à partir du moment où l'existence de la faim a été officiellement reconnue – et qu'officiellement il a été décidé d'en parler, ce qui n'était pas le cas avant les années 1940 – que l'économie du développement a émergé en tant que discipline spécifique.

Dans la littérature sur le "Développement", l'insécurité alimentaire est admise par tous comme l'un des traits les plus caractéristiques et les plus évidents du "Sous-développement" économique et social. Plus précisément, il est reconnu qu'un des signes distinctifs des sociétés dépendantes est leur incapacité structurelle à assurer de façon permanente la reproduction autonome de la plupart des biens nécessaires à la subsistance des peuples qui les composent.

Depuis 1972-73 notamment, de nombreux travaux ont porté sur la "Crise" alimentaire et ses multiples formes de manifestation : évaluation, pour un grand nombre de pays, de la sous-alimentation et du déséquilibre nutritionnel, estimation des inégalités de consommation au niveau national et entre les Nations, mesure des déficits de la balance agro-alimentaire, etc... L'intérêt de ces travaux

est certain, dans la mesure où ils fournissent une "banque de données" utile pour les analystes et les praticiens du développement. Mais au delà, il demeure la question de fond: celle des causes explicatives des phénomènes alimentaires ainsi décrits. Et c'est à ce niveau qu'apparaissent les divergences, voire les oppositions les plus fondamentales parmi les économistes (et les sociologues) du développement traitant de ce thème.

Un résultat immédiat des difficultés à cerner les causes réelles de la "Crise alimentaire" est l'échec répété des nombreuses initiatives entreprises dans ce domaine au cours des deux dernières décennies de développement. Par exemple, lors de la sécheresse de 1968-1973 dans le Sahel, un Comité inter-Etats de lutte contre ce fléau (le C.I.L.S.S.) a été créé dans le but d'assurer en l'an 2000 l'autosuffisance alimentaire dans la région. Aujourd'hui, celle-ci connaît un déficit céréalier de 1,6 millions de tonnes, soit plus du double du chiffre enregistré au plus fort de la sécheresse d'il y a 10 ans.

La Conférence Mondiale sur l'alimentation, tenue au siège de la F.A.O. à Rome en Novembre 1974, dans le but de faire face à la Crise alimentaire, avait annoncé à la clôture de ses travaux que "dans une décennie, aucun enfant dans le monde ne mourra de faim". Une décennie après, ce sont trois millions de jeunes individus qui courent ce risque en Afrique seulement.

Plus récemment encore, le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'O.U.A. en Avril 1980, élaborait une politique de coopération à l'échelle régionale en vue de l'autosuffisance alimentaire en l'an 2000. Celle-ci n'a pas reçu à ce jour le moindre début d'application ? !

A l'origine de ces échecs répétés, des divergences et oppositions de fond sur les problèmes alimentaires, il y a, nous semble-t-il, un problème de méthodologie d'approche, c'est-à-dire de mode de représentation des phénomènes que l'on veut appréhender.

Les phénomènes agro-alimentaires, comme tous les phénomènes socio-économiques, ne peuvent être interprétés en dehors des grands courants (classique, marxiste, néo-classique, keynésien,...) dominant la pensée économique : il n'y a pas d'économie agro-alimentaire en soi, mais des théories économiques appliquées à cette sphère particulière d'investigation qu'est l'agro-alimentaire.

La recherche dans ce domaine doit obéir aux règles scientifiques admises et requiert donc l'élaboration d'instruments et de concepts analytiques représentatifs de la réalité étudiée.

Poser en termes corrects le problème alimentaire auquel sont confrontées les économies dépendantes impose que soit opéré un dépassement des représentations courantes et dominantes de ce problème. Mais ce dépassement, qui signifie l'élaboration d'une problématique nouvelle, suppose lui-même que soient rigoureusement

établies l'incohérence et l'inadaptation des représentations en question. Aussi bien, une première étape – nécessaire – de la démarche consiste, nous semble-t-il, à partir de "lieux communs" qui, en simplifiant à l'excès la question alimentaire, contribuent à en occulter les fondements réels.

Dans cet ordre d'idées, l'approche agricole et rurale devrait être particulièrement soumise à la critique. Nous nous y consacrerons dans la première partie de ce travail. Il s'agira de porter une interrogation sur la capacité des analyses théoriques et empiriques centrées autour de l'agriculture et du développement rural à cerner l'essentiel des problèmes alimentaires tels qu'ils se manifestent à l'époque contemporaine. L'idée qui sera défendue ici, est que de telles démarches sont réductrices de la réalité analysée et ne peuvent épuiser le contenu de cette discipline relativement nouvelle qu'il est convenu d'appeler "l'économie alimentaire".

Dans une deuxième partie, le concept de "système agro-alimentaire" sera proposé comme alternative féconde pour lever les insuffisances méthodologiques que recèle l'approche agricole. L'hypothèse que nous avancerons est que le recours à cet instrument d'analyse peut constituer une piste de recherche intéressante et peut permettre de déboucher sur la formulation de politiques et de stratégies alimentaires compatibles avec les notions de sécurité et d'autosuffisance alimentaires.

## **I - L'insuffisance des approches agricoles et rurales**

Le point de départ de la discussion peut-être le suivant : dans les très nombreux débats actuels sur les agricultures du Tiers-Monde (et l'agriculture algérienne notamment), ce secteur est perçu généralement comme un secteur autonome, produisant pour le marché des biens de consommation finale, et rarement en tant que pourvoyeur de biens intermédiaires destinés à l'alimentation après transformation industrielle.

Une telle représentation est lourde de conséquences : elle conduit à introduire une assimilation-confusion entre les problèmes de l'alimentation d'une part, les problèmes agricoles et ruraux d'autre part, assimilation-confusion dont l'effet immédiat est la réduction de la question alimentaire à la relation directe : offre agricole – demande alimentaire. Par là-même, elle revient à accepter le postulat que les difficultés alimentaires des économies dépendantes ont une origine strictement agricole, d'où les développements très minutieux sur l'intensification agricole et les réformes de structures à mener dans l'agriculture comme solution dernière à ces difficultés alimentaires.

Ce point peut être abondamment illustré :

– Depuis 1972-73, année d'exacerbation de la "Crise" alimentaire, la quasi-totalité des dirigeants du Tiers-Monde et les institutions économiques internationales manifestent leurs "préoccupations" et appellent à la "mobilisation des énergies" dans tous les pays

concernés. La "Crise" alimentaire est alors analysée comme conséquence des faibles performances des agricultures du Tiers-Monde et sa solution est par tout envisagée dans l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques agraires dynamiques. On ne compte plus les innombrables articles et ouvrages annonçant une recherche sur le thème de l'alimentation et consacrant en fait toute leur attention aux problèmes agricoles et ruraux[2]. Très récemment encore, la 23e session de la F.A.O., abordant le chapitre des politiques alimentaires africaines, réduisait celles-ci à la "relance" de leur agriculture !!

– En Algérie, une doctrine économique nouvelle s'est imposée depuis 1980, bâtie sur la thèse selon laquelle la dépendance alimentaire (définie d'ailleurs de manière superficielle) trouverait sa solution dans la mise en oeuvre de politiques et de stratégies économiques donnant la priorité à l'agriculture (et à l'hydraulique comme secteur d'appui). Une conception productiviste, articulée autour d'un crédo unanimement accepté, celui de promouvoir la croissance de la production et de la productivité agricole pour faire face aux problèmes alimentaires du pays, constitue désormais la toile de fond du discours économique dominant.

Au double niveau national et international, tout se passe donc comme si, devant des problèmes liés à la question alimentaire, à la dépendance alimentaire, à la planification alimentaire, seule l'agriculture était mise en cause. Ce n'est pas un hasard si, en Algérie, mais aussi dans les autres pays du Tiers-Monde, ces problèmes sont encore pris en charge presque exclusivement par l'économie agricole (et rurale) et la sociologie agricole (et rurale).

C'est précisément cette réduction du champ de l'économie alimentaire qui pose problème, en ce sens qu'elle introduit un biais méthodologique sérieux dans l'appréhension des conditions économiques et sociales de l'alimentation. Cette démarche a largement contribué à construire un mythe selon lequel il suffirait d'une action énergique dans le domaine agricole pour assurer durablement la subsistance des populations[3].

Historiquement, l'agriculture a joué, bien évidemment, un rôle fondamental tant dans l'alimentation des peuples que dans l'évolution générale des sociétés. La place centrale que les économistes classiques ont accordé à ce secteur dans leurs analyses de la croissance témoigne de ce rôle fondamental. On sait que dans le modèle d'accumulation de David Ricardo, les biens-salaires (wage-goods) étaient exclusivement d'origine agricole et qu'ainsi, leur détermination était dépendante des conditions de production agricole. De même, le taux de profit réalisé dans l'agriculture tendait à s'imposer, par le jeu de la concurrence, à l'ensemble des autres branches comme taux général des profits. Enfin, selon D. Ricardo, les conditions de production agricole, de plus en plus défavorables à mesure que de nouvelles terres étaient mises en culture, imposaient une évolution de toute l'économie vers un état stationnaire où l'accumulation du capital ne pourrait plus se poursuivre.

Robert Malthus à son tour va fonder son analyse de la crise alimentaire sur le déséquilibre entre l'offre de biens de subsistance (d'origine agricole) et le taux de croissance démographique : les rendements décroissants dans l'agriculture déterminaient un rythme de croissance de l'offre agricole plus faible relativement à la puissance procréatrice excessive des populations.

De fait, chez les économistes classiques anglais, les conditions de production agricole déterminaient largement l'accumulation du capital social, tandis que production agricole et biens de subsistance étaient pratiquement synonymes.

Mais il est non moins évident que le statut privilégié de l'agriculture dans les analyses classiques et la liaison directe entre la production agricole et l'alimentation que celles-ci établissent sont le produit d'une réalité historique où le travail de la terre constituait effectivement l'activité productive dominante[4].

On peut considérer que dans la période ayant précédé le développement du capitalisme en Europe Occidentale, l'économie alimentaire (c'est-à-dire les activités de production et de distribution des produits alimentaires) était largement réductible à l'activité agricole de production et aux activités de transformation généralement fermières. C'est la période dite "d'agriculture de subsistance" au cours de laquelle les activités de production, de transformation, de conservation et de préparation des aliments sont réalisées au sein d'unités socio-économiques de base (unités paysannes). Mais au fur et à mesure du développement du capitalisme industriel, l'économie entière subit des transformations structurelles telles que le travail agricole lui-même s'industrialise, tandis que la fonction alimentation se complexifie, impliquant de plus en plus des activités extra-agricoles : transformations industrielles, distribution, transport, etc...

Ce mouvement général, produit historique du développement du capitalisme, n'a pas épargné les économies aujourd'hui dépendantes et dominées. Sur ce point, les quelques analyses actuellement disponibles sur les transformations historiques de la formation sociale algérienne sont riches d'enseignements[5] : l'agriculture et l'élevage représentaient bien, au Nord comme au Sud, les activités économiques prépondérantes de l'Algérie pré-coloniale. Celles-ci s'articulaient à des activités artisanales de transformation de produits surtout d'origine agricole. De plus, l'ensemble de ces activités productives étaient intégrées au sein d'unités économiques et sociales (familles élargies ou tribus) relativement autonomes et maîtresses des moyens de production de leur subsistance. Dans ces conditions, il est permis de faire l'hypothèse que l'alimentation des algériens à cette époque dépendait exclusivement des niveaux de la production agricole locale et des modalités de répartition de celle-ci entre les membres de l'unité de base.

Or, on le sait, l'extension de la colonisation française aura pour effet de bouleverser les conditions matérielles de vie des populations

algériennes, en altérant profondément à la fois leurs conditions de production et d'échange et leurs types alimentaires :

– Le premier processus mis en oeuvre est celui de l'éclatement des unités économiques et sociales de base : en privant les populations du Sud de leurs terrains de parcours et celles du Nord de leurs exploitations familiales au moyen de l'expropriation, en imposant une monétarisation de fait de l'économie par le biais de l'impôt, la colonisation transformera les conditions générales de l'alimentation des algériens dans un sens tel que celle-ci dépendra désormais de facteurs objectifs qu'ils n'arriveront plus à maîtriser.

– Ce processus de désintégration ne poursuivait pas d'autres buts que celui d'imposer une forme d'intégration coloniale (la division internationale coloniale du travail) par laquelle la colonie est réduite à fournir des biens intermédiaires à des industries de transformation situées en Métropole. C'est ainsi qu'en Algérie, on cultivait des céréales, des olives, des agrumes, etc...mais ces produits étaient destinés – selon les besoins du Capital – essentiellement aux minoteries, aux huileries et aux conserveries françaises, une partie revenant ensuite en Algérie par le biais de l'importation, sous forme de produits alimentaires élaborés[6].

La mise en relation directe de la production agricole et de la demande alimentaire devenait donc de plus en plus inexacte à mesure que s'approfondissait la division internationale coloniale du travail. Elle devient totalement anachronique lorsque, au lendemain des indépendances politiques – et de l'apparition du néo-colonialisme – se développent le phénomène d'urbanisation, le recours massif aux importations de produits alimentaires à forte valeur ajoutée industrielle, ainsi que la diversification des activités de transformation et de commercialisation de denrées alimentaires nationales et importées. Au bout du compte, rien ne justifie que les conditions générales actuelles de l'alimentation continuent à être appréhendées du seul point de vue du développement agricole.

Tenant compte des évolutions historiques concrètes que nous venons d'évoquer, certains analystes ont abordé la question alimentaire sous le thème explicite de l'articulation agriculture-industrie. Mais là encore, un biais méthodologique est souvent introduit, remontant au découpage du système productif en trois secteurs (primaire, secondaire, tertiaire) proposé dans les années 1940 par l'économiste anglais Colin CLARK et repris par la suite par la plupart des économistes du développement. La théorie dualiste est caractéristique de cette démarche qui consiste à envisager le secteur agricole ("traditionnel") et le secteur industriel ("moderne") comme deux secteurs fonctionnant selon des logiques autonomes l'une de l'autre et entretenant entre eux des relations d'extériorité[7]. Ici encore, le secteur agricole est considéré comme un secteur pourvoyeur de produits destinés à la consommation finale.

Cette distinction conventionnelle, bâtie sur le mode du cloisonnement des secteurs, peut revêtir un intérêt pédagogique, mais ne traduit en aucune façon la réalité des économies contemporaines. D'une part, le

procès de travail agricole, d'abord dans les pays ayant connu la "Révolution industrielle" de la fin du XVIII<sup>e</sup> s, puis par extension dans les pays dominés du fait de leur forte insertion au système capitaliste mondial, évolue vers une industrialisation progressive matérialisée par l'introduction massive de divers inputs d'origine industrielle. La "Révolution Verte" des années 1960 a largement contribué à accentuer ce processus. D'autre part, si on définit l'agriculture comme organisation sociale d'activités économiques articulées autour du travail de la terre, force est de constater que le résultat (le produit) de ce type d'activité ne devient "nourriture" que dans la mesure où il subit une transformation industrielle plus ou moins élaborée selon le niveau de développement des forces productives nationales. Ceci est également vrai lorsqu'il s'agit d'activités d'élevage ou de pêche.

Il nous paraît donc clair que si l'agriculture joue encore un rôle fondamental en tant que fournisseur de matières premières, elle n'intervient que comme un chaînon dans le processus global de l'alimentation. Celle-ci dépend de plus en plus d'activités productives extra-agricoles allant du travail industriel situé en amont et en aval de l'agriculture et intégrant les activités de stockage, de conditionnement, de transport, de commercialisation, etc... En d'autres termes, le procès de production alimentaire, dans une économie où les rapports marchands sont quasi-généralisés et où la division du travail social connaît une relative extension, est un procès de production intégrant un réseau fort complexe d'activités de production et d'échange. Dans le contexte – qui est le nôtre – d'une économie largement ouverte sur l'extérieur, cette intégration élargit encore plus le réseau impliqué dans la fonction alimentation[8].

Les inconséquences de la démarche "agricole" sont nombreuses ; la plus grave, à notre sens, est celle qui consiste à mettre en corrélation directe dépendance alimentaire et insuffisante productivité d'une agriculture insérée au marché mondial capitaliste. L'expérience montre pourtant qu'il est possible d'obtenir une forte croissance de la production d'une denrée agricole sans pour autant réduire la dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs pour cette denrée. C'est ainsi qu'en Algérie, l'accroissement spectaculaire de la production de viandes blanches enregistré ces dernières années n'a pu être obtenu qu'au prix d'un renforcement de la dépendance à l'égard des technologies nécessaires à leur production : importations massives par l'ONAB, d'aliments du bétail, d'oeufs à couver, de poussins, de poulettes démarrées. L'accroissement de la production avicole nationale sur la base d'une technologie presque totalement importée n'a pas réduit la dépendance, mais a permis son déplacement vers un "moment" du procès de production alimentaire plus rentable pour le capital international.

Il s'agit donc bien d'une incompréhension de la nature de la dépendance alimentaire que de circonscrire celle-ci à l'agriculture. Plus précisément, la représentation de la fonction "alimentation" comme relevant du seul secteur agricole équivaut à une véritable mutilation de la réalité du phénomène alimentaire : en effet, elle élude ou minimise

les problèmes complexes que rencontrent les industries de transformation alimentaire, l'organisation sociale du travail qu'elles requièrent, la technologie à laquelle elles recourent ainsi que le rôle – de plus en plus important – qu'elles jouent dans la planification des approvisionnements alimentaires.

Toutes ces remarques incitent à aborder la question alimentaire sous un angle méthodologique différent par rapport à la démarche "agricole" conventionnelle. Une démarche plus féconde se doit d'élargir le champ de l'analyse en intégrant les nouvelles données sur les conditions de l'alimentation.

Le concept de système agro-alimentaire peut, à notre sens, offrir cette possibilité.

## II - Le concept de système agro-alimentaire

C'est pour rendre compte de la complexification croissante de la fonction "alimentation" dans l'économie, du rôle stratégique que jouent les industries agro-alimentaires dans cette fonction, que les économistes occidentaux ont forgé le concept de système agro-alimentaire ou complexe agro-alimentaire<sup>[9]</sup>.

J. BOMBAL et Ph. CHALMIN définissent ce concept très simplement comme désignant "l'ensemble des moyens et des structures destinés à satisfaire les besoins alimentaires des hommes"<sup>[10]</sup>. Une définition plus précise est avancée par des chercheurs de l'U.N.R.I.S.D. (Institut de Recherche des Nations-Unies pour le Développement Social) selon lesquels le système agro-alimentaire renvoie aux "ensembles complexes d'actions et d'interactions humaines qui affectent le plus la consommation, l'appropriation, le commerce, la circulation, la transformation et la production de denrées alimentaires"<sup>[11]</sup>.

Le système ainsi défini peut être saisi à un double niveau correspondant à deux découpages différents mais complémentaires de la réalité étudiée :

– Au niveau horizontal, il englobe à la fois :

a) – La production "en amont" des moyens de production (équipements et biens intermédiaires) fournis à l'agriculture par des entreprises qui travaillent à peu près exclusivement pour l'agro-alimentaire ; ces moyens de production sont les tracteurs et matériels agricoles divers, les semences, les engrais, les insecticides, etc...

b) – L'agriculture en tant que fournisseur de matières premières biologiques à vocation alimentaire. On pourrait y inclure les activités d'élevage et de pêche.

c) – Les industries agro-alimentaires proprement dites, soit l'ensemble des entreprises transformant des produits en général d'origine agricole ; sont considérées comme entreprises agro-industrielles celles dont les consommations intermédiaires proviennent pour plus de 50 % de l'agriculture.

d) – Le secteur de la distribution des produits alimentaires jusqu'à la consommation finale : services de stockage, de transport, de commercialisation en gros et en détail[12].

Cette perception horizontale du "champ" de l'alimentation a le grand mérite de permettre la saisie soit de la logique de fonctionnement d'un grand secteur composant le système (la technologie alimentaire, l'industrie alimentaire, l'agriculture, la consommation alimentaire,...), soit la cohérence globale de l'ensemble de ce système (poids relatif de chacun des secteurs composant le système, évolution des structures des secteurs et des marchés, rapports entre les prix des différents produits alimentaires, ainsi que de nombreux autres thèmes globaux). Toutefois, elle recèle des limites propres à toute analyse globale, générale et agrégative.

– Cette lacune est en grande partie levée par les analyses verticales (ou analyses par filière), dont l'intérêt est de proposer une représentation fondée sur une connaissance plus fine du système alimentaire, ce qui explique le succès remporté ces dernières années par ce type d'approche. Celle-ci consiste "à suivre l'itinéraire d'un produit agro-alimentaire depuis la production des matières premières agricoles qui servent à sa fabrication jusqu'à son utilisation finale en tant que produit alimentaire consommable"[13].

Le concept de système agro-alimentaire a pu rendre compte des réalités nouvelles des pays occidentaux en matière d'économie alimentaire après la Seconde guerre mondiale. Il a été utilisé dans trois problématiques différentes, mettant en relief :

- l'insertion de l'agriculture dans les économies industrielles développées
- la pénétration des rapports de production capitalistes dans l'agriculture
- l'industrialisation de l'alimentation[14].

Cependant, la reconduction de ce concept pour d'autres réalités socio-économiques ne va pas sans difficultés : est-il pertinent de l'utiliser dans une analyse des problèmes alimentaires contemporains propres à des économies dépendantes marquées à la fois par une désarticulation structurelle interne et par une forte intégration au système capitaliste mondial ? Ne risque t-on pas de fausser la réflexion comme il arrive à chaque fois que des concepts sont appliqués à des réalités différentes de celles qui les a vu naître ?

En fait, il nous semble que l'emploi de cet instrument d'analyse est utile dans toute la mesure où il permet de prendre conscience de la grande complexité des réseaux, des flux, des relations sociales qu'entretiennent aujourd'hui tous les "agents" impliqués dans les approvisionnements alimentaires. Il n'est pas sans intérêt scientifique de mettre en oeuvre un concept qui favorise grandement la découverte de certains invariants de la réalité socio-économique étudiée[15].

Cependant, ceci n'implique pas notre adhésion totale à l'approche systémique (ou théorie générale des systèmes), sachant que celle-ci "ne facilite pas... la découverte des déterminants essentiels de l'évolution dans la mesure où elle remet en cause les conceptions traditionnelles de la causalité" [16].

Traduit en termes marxistes, le "système agro-alimentaire" dont il est question est un système économique, c'est-à-dire un système marqué par une articulation de modes de production et d'échange, le problème majeur étant alors de rendre compte des formes de cette articulation, en mettant à jour celle d'entre elles qui domine dans la formation sociale.

D'une manière générale, analyser les phénomènes de production, de transformation, de distribution et de consommation des produits alimentaires dans une économie donnée revient à analyser l'ensemble complexe des pratiques sociales remplissant la fonction alimentation au sein de cette économie. D'où la nécessité de prendre en compte à la fois les structures fonctionnelles et socio-économiques constitutives du système alimentaire. Mais il est clair que ce dernier est lui-même partie intégrante d'un ensemble plus large : la formation économique et sociale considérée. Il faut déduire de cela que les difficultés alimentaires dans une société donnée ne peuvent être examinées comme de simples phénomènes sectoriels, mais toujours en liaison avec les difficultés économiques, sociales et politiques globales posées à cette société. Par exemple, des paramètres aussi importants que la logique de formation des prix et de répartition des revenus, le niveau de maîtrise du savoir-faire, le système de planification, le système de pouvoir, etc... ont une influence certaine sur les problèmes alimentaires et doivent à ce titre être intégrés à l'analyse.

Cela n'est pas tout. Dans la mesure où les économies nationales contemporaines sont des économies ouvertes, il est permis de faire l'hypothèse d'une influence réelle de l'espace économique international sur les structures, le fonctionnement et le développement de ces économies nationales dans leur ensemble, et plus particulièrement sur leur système agro-alimentaire. Cette influence est d'une nature particulière lorsqu'elle s'exerce sur des économies dépendantes et une première étape de la réflexion doit être consacrée à en identifier les principaux traits à travers l'analyse des structures actuelles du marché mondial des produits alimentaires.

L'ordre économique international actuel confère aux Etats centraux mais aussi aux firmes transnationales et aux institutions internationales la possibilité d'organiser la dépendance du "Tiers-Monde" du fait du pouvoir économique qu'ils concentrent à leur profit au niveau mondial. De multiples mécanismes économiques (crédits, fourniture d'équipements et de savoir-faire, "aide au développement",...) leur permettent d'orienter et de contrôler les économies locales du Tiers-Monde dans le sens de leurs intérêts, contrariant ainsi toute velléité, de la part des gouvernants de ces pays, de mener des politiques indépendantes, notamment dans le domaine agro-alimentaire.

Aussi bien, les difficultés alimentaires des économies dépendantes ne sont pas sans relations avec la structuration actuelle de l'économie mondiale marquée par une répartition inégale du pouvoir économique en son sein. Le professeur P. SPITZ a pu écrire à ce sujet : "Il n'est pas possible aujourd'hui de tenter d'expliquer les raisons de la faim ou de la famine en n'importe quel point du monde sans replacer cette situation spécifique dans le cadre de relations internationales marquées d'inégalités et de conflits" [17].

C'est pourquoi, l'indépendance alimentaire – comme l'indépendance économique en général – ne peut se concevoir en dehors d'une autonomie relative vis-à-vis des forces dominantes de l'économie mondiale. Ce point de vue est partagé par S. BEDRANI pour qui "la capacité des pays du Tiers-Monde à résoudre leurs problèmes alimentaires dépend de leur capacité à se soustraire aux lois économiques qui gouvernent le marché mondial. Toute stratégie qui prétend promouvoir le développement (et donc l'indépendance alimentaire) en favorisant l'ouverture du pays sur ce dernier ne peut aboutir qu'à des blocages de la croissance où, au mieux, à une faible croissance accompagnée d'une forte croissance des inégalités sociales, donc à l'échec du développement" [18].

Nous devons cette approche féconde des problèmes du développement aux théoriciens de la dépendance qui, dans la lignée des premiers théoriciens de l'impérialisme du début du XXe siècle, ont rompu avec la conception d'un système économique mondial fonctionnant harmonieusement, dans le cadre d'échanges internationaux mutuellement profitables aux co-échangistes, selon la loi de l'avantage comparatif dans sa double version classique et néo-classique.

En rupture avec cette approche conventionnelle, les théoriciens de la dépendance ont pu démontrer que les relations économiques internationales sont fondées sur un système d'exploitation des pays de la Périphérie (le Tiers-Monde) par les pays du Centre. Le débat enclenché à partir de 1969, date de publication de "l'Echange inégal" d'A. Emmanuel a largement contribué à systématiser cette théorie de la dépendance dont le résultat essentiel est d'avoir débouché sur la nécessité d'instaurer un Nouvel Ordre Economique International (N.O.E.I.) de nature à corriger les déséquilibres de l'économie mondiale nés du système d'exploitation.

Dans la même mouvance, cependant, était née une doctrine "Tiers-mondiste" selon laquelle "la grande division du monde d'aujourd'hui est celle qui sépare les "pays prolétaires" des "pays nantis" ou, comme on dit, d'une façon moins brutale, les pays "pauvres" de ceux qui le sont moins" [19]. En d'autres termes, cette conception se limite essentiellement aux relations entre des Etats supposés représenter les intérêts de leur peuple ; en conséquence, elle conduit à opposer le "Sud" opprimé au "Nord" oppresseur, sous-estimant par là-même l'ampleur des restructurations internes qu'exigerait un réel bouleversement de l'ordre économique international existant.

En fait, les Etats du Nord comme du Sud sont l'émanation de sociétés de classes antagoniques et rien ne garantit qu'un N.O.E.I. tel qu'il est défini serait de nature à remettre fondamentalement en cause les intérêts des classes dominantes au Nord comme au Sud. L'attitude tiers-mondiste, parce qu'elle implique des positions idéologiques concluant à l'inutilité de l'analyse théorique de classes, ne peut être, à notre sens, une solution au problème de la faim et du "sous-développement".

Nécessaire, le N.O.E.I. n'est pas une condition suffisante dans la mesure où la dynamique externe que nous venons d'évoquer, loin de fonctionner de façon autonome, se trouve dialectiquement articulée à la dynamique interne à chacun des pays concernés, c'est-à-dire au jeu complexe des rapports de forces internes qui structurent chacun d'eux. Face à l'emprise des firmes transnationales de l'agro-alimentaire, les stratégies alimentaires nationales ne sont pas forcément identiques. Une deuxième étape de la réflexion consistera dès lors à rendre intelligible l'articulation entre le système alimentaire mondial et les systèmes alimentaires nationaux des économies dominées. L'étude du système agro-alimentaire algérien peut servir d'illustration à une telle démarche.

## Notes

---

**[\*]** Maître-Assistant à l'Institut des Sciences Economiques d'Alger. Chercheur-Associé au C.R.E.A.D.

**[1]** Cf. René Dumont : "Paysans écrasés, Terres massacrées". R. Laffont - 1978 p. 329 et François de Ravnian : "La faim, pourquoi" ? Ed. Syros-Coll. Alternatives économiques. 1983 p. 11. On pourrait consulter sur ce point les "Enquêtes sur la situation alimentaire dans le monde" publiées périodiquement par la F.A.O.

**[2]** Cf. par exemple l'article de Maurice Guernier : l'impératif de l'autosuffisance alimentaire dans le Tiers-Monde" dans l'ouvrage collectif "l'ordre alimentaire mondial" - Economica -1982 p. 233 et suivantes.

**[3]** Nous voudrions signaler ici le fait que la problématique en termes de croissance de l'offre agricole telle qu'elle vient d'être esquissée est souvent réduite à des problèmes techniques susceptibles d'une solution technique : le redressement de la courbe de la production par la "modernisation" des techniques agricoles. Par là-même, elle élude la question centrale de la finalité sociale de la croissance et du "progrès" technique sous-jacent : croissance de quoi et au bénéfice de qui ? Quels types de besoins et les besoins de qui vont se trouver satisfaits par cette croissance ?

**[4]** L'une des critiques essentielles que l'on pourrait adresser au courant néo-malthusien est justement son refus d'intégrer ces données historiques majeures les rendements décroissants dans l'agriculture ne pouvant

plus, manifestement, fournir la clef de l'explication des difficultés alimentaires actuelles.

**[5]** Cf. par exemple : – M'Hamed BOUKHOBZA Nomadisme et colonisation : Analyse des mécanismes de destruction et de disparition de la société pastorale traditionnelle en Algérie -Thèse 3° cycle - Avril 1976 - 360 p.

– Abdelhamid MERAD-BOUDIA : La formation sociale algérienne précoloniale : Essai d'analyse théorique - Thèse Doct. D'Etat -Alger - 1977.

**[6]** On voit bien ainsi que la dépendance alimentaire est un phénomène historique profondément ancré dans la réalité de l'Algérie coloniale.

**[7]** Voir sur ce point l'exposé et la critique de la théorie dualiste que présente Carlo BENETTI : "l'accumulation dans les pays capitalistes sous-développés" Anthropos - 1974.

**[8]** La prise en compte de cette réalité montre combien le vieux débat (posé comme dilemme dans la théorie du développement) entre le développement agricole et le développement industriel est devenu aujourd'hui un faux problème, y compris dans les économies dominées. Il est notamment erroné d'opposer agriculture et industrie au motif qu'elles constituent "deux systèmes alternatifs d'activités". Au contraire elles représentent, selon la formule du professeur G. D. De Bernis "des étapes successives d'évolution du travail de l'humanité, l'industrie n'étant qu'un moyen que s'est donné le travail de l'homme pour améliorer sa productivité et mieux maîtriser la nature" (cours de fluctuations et croissance - Polycopié - 1969 - p. 100).

**[9]** Ce concept a été proposé pour la première fois dans les années 1950 aux U.S.A. par les professeurs J. H. DAVIS et R. A. GOLBERG et repris largement par la suite en Europe Occidentale.

**[10]** J. BOMBAL, et Ph. CHALMIN : L'agro-alimentaire - Que sais-je. PUF. 1980 - p. 7.

**[11]** UNRISD : "Systèmes alimentaires et société" - Proposition de projet - Genève - 10/11 Juillet 1978 p. 14.

**[12]** Dans la mesure où il s'agit ici de structures intervenant dans la fonction alimentation, nous devons exclure du champ de cette définition toutes les activités de production, de transport et de distribution des matières agricoles non alimentaires, notamment les textiles, le bois, le tabac.

**[13]** J. BOMBAL et Ph. CHALMIN op. cit. p. 23... La notion de filière est en même temps nouvelle et très ancienne en économie, puisqu'elle s'apparente aux concepts de circuit et de circulation élaborés par les "pères de la science économique". Elle vise, selon la définition qu'en donne F. LAURET, "à mesurer, à comprendre et à expliquer la structure et le fonctionnement d'un certain champ. Ce champ correspond à un découpage opéré dans un système de production et d'échange afin d'isoler la partie concernée par un produit ou une famille de produits, toute cette partie et cette partie seulement". F. LAURET in : "Filières

et systèmes agro-alimentaires". Economies et Sociétés - Cahiers de l'I.S.M.E.A. - Série AG. N° 17 - 1983 p. 732.

On peut consulter également :

- Sous la Direction de Cl. MOUTON et Ph. CHALMIN : "Les marchés internationaux des matières premières", notamment les articles de D. SOULIE et Ph. CHALMIN l'analyse par filière. Ed. Economica - Paris - 1982.

- M. C. PATERNOSTER : "L'analyse de la notion de filière industrielle". Thèse de 3e cycle - Université Paris - Dauphine - 1980.

- C. LAURENT : La filière du tourteau de soja - thèse de doctorat vétérinaire - Faculté de médecine de Créteil - France - 1980.

**[14]** P. COMBRIS ET J. NEFUSSI : "Le concept d'agro-alimentaire : intérêts et limites" - Revue d'Economie Rurale - n° 160 - Mars-Avril 1984 - p. 22 à 27.

**[15]** Précisons que l'approche systémique a été utilisée en physique et en biologie pour montrer que le comportement d'un organisme ou d'un système physique ne peut être déduit de l'étude de ses éléments, individuels, mais des relations de structures internes à ce système. Transposée aux sciences sociales, cette démarche s'appuie sur l'idée que "les problèmes qui affectent certains groupes d'une société peuvent être causés par des actions ou des événements directement liés à ces groupes, mais aussi - et sans doute le plus souvent - par des actions ou des événements liés à d'autres groupes qui peuvent être très éloignés des premiers, géographiquement, socialement ou politiquement". Document UNRISD. op. cit.

**[16]** F. LAURET - op. cit. p. 724.

**[17]** P. SPITZ : "le vivre et ponctions alimentaires" Revue CERES - F.A.O. - Mai-Juin 1981 p. 27.

**[18]** S. BEDRANI : "l'agriculture algérienne face au marché mondial" in : "les politiques agraires en Algérie" - C.R.E.A. - Alger - non daté p. 12.

**[19]** Charles BETTELHEIM : préface à l'ouvrage d'Arghiri Emmanuel : "l'échange inégal" - Maspéro - 1969 p. 88.